

L'urbanisation mondiale en perspective positive

JULIEN DAMON

L'AVENIR ne se prévoit pas. Il se prépare. Tel est probablement le principal enseignement de la prospective. Certaines inerties démographiques sont néanmoins clairement à l'œuvre. S'il y a quelque chose d'assuré, au-delà des subtilités statistiques, c'est que le monde de demain sera plus urbain. Une grande partie des enjeux du XXI^e siècle se trouvent dans les villes des pays en voie de développement.

La puissante dynamique planétaire d'urbanisation suscite autant d'inquiétudes, en termes de développement durable par exemple, que d'espoirs, en termes d'émancipation et d'amélioration des conditions de vie. Si les défis et les problèmes sont colossaux, le catastrophisme ne saurait être de mise. Une perspective positive, sans être naïve, est même possible. L'urbanisation globale, aussi terrifiantes puissent être certaines de ses dimensions, peut être favorable à l'humanité. Il en va de même pour l'environnement.

La dynamique planétaire d'urbanisation

2008 a signé, dans une certaine mesure, un changement majeur dans l'histoire de l'humanité. Selon les chiffres com-

Professeur associé à Sciences Po, Master Urbanisme (www.julien-damon.com). Derniers ouvrages parus : *Question sociales et questions urbaines* (PUF, 2010), *Éliminer la pauvreté* (PUF, 2010), *Villes à vivre* (Odile Jacob, 2011).

muniqués par l'ONU, la population urbaine est devenue majoritaire¹. Un être humain sur deux, soit environ 3,3 milliards de personnes, habiterait maintenant effectivement en ville. Ils n'étaient qu'un sur dix au début du xx^e siècle. En un mot, comme en cent, l'*homo sapiens* devient *homo urbanus*².

Entre 2008 et 2050, la population mondiale devrait, selon les mêmes sources, passer de 6,7 à 9,2 milliards d'individus. Sur cette période, la population des personnes vivant en ville passerait de 3,3 à 6,4 milliards. En 2050, au total, 70 % des habitants de la planète seraient des urbains. Chaque jour d'ici à 2050, la population urbaine pourrait de la sorte croître d'environ 200 000 habitants. Naturellement, il ne s'agit que d'une image, extrapolée à partir des projections démographiques couramment admises. Elle donne néanmoins une idée saisissante des ordres de grandeur qui caractérisent la dynamique d'urbanisation qui affecte le monde contemporain. Ce ne sont plus les taux élevés de croissance urbaine qui sont remarquables, mais les dimensions absolues du phénomène.

La situation est évidemment bigarrée. L'urbanisation de nombre de pays développés a atteint des seuils très élevés, qui ne sont pas partout appelés à être dépassés. À l'inverse, l'urbanisation de nombre de pays en développement va se poursuivre. De 2000 à 2030, la population urbaine asiatique devrait doubler, de 1,36 à 2,64 milliards de citoyens. En Afrique, la population vivant en ville passerait de 294 millions à 742. D'ici 2050, c'est 95 % de la croissance urbaine (en termes de population) qui serait absorbée dans les villes en développement.

La croissance urbaine résulte classiquement de trois mouvements: l'accroissement naturel de la population des villes, les migrations des campagnes vers les villes et le reclassement d'établissements humains considérés auparavant comme ruraux. La majeure partie en est maintenant imputable à l'accroissement naturel de la population vivant déjà en ville.

Puisque l'urbanisation tient à la concentration du peuplement dans des villes, elle est corrélée à l'existence d'un nombre accru de villes très peuplées. En 1950, le monde ne comptait que deux villes peuplées de plus de 10 millions d'habitants: New York et Tokyo. En 2007 leur nombre a atteint 19. Après Tokyo (35,7 millions d'habitants en 2007) et New York (19 millions d'habitants en 2007), les aggloméra-

1. La donnée a été largement communiquée. Elle n'est pas d'une parfaite qualité, même si les systèmes de collecte et de comparaison progressent. Voir Éric Denis, « Les sources récentes de l'observation foncière urbaine dans les pays en développement. Vers l'harmonisation et la transparence? », *Études foncières*, n° 139, 2009, p. 33-36.

2. Voir Thierry Paquot, *Homo urbanus*, Le Félin, 1990.

tions occupant les rangs trois à dix du classement mondial sont toutes dans le sud : Mexico, Bombay, São Paulo, Delhi...

Contrairement à certaines idées reçues, la poursuite de l'urbanisation, plus accentuée dans le monde en développement, ne se traduira cependant pas par l'explosion du nombre des « méga-cités ». Les 19 plus grandes agglomérations abritent seulement 4 % de la population mondiale et 9 % des urbains en 2007. Elles ne devraient pas rassembler plus de 10 % des citadins en 2025. La moitié de la population urbaine vit et devrait continuer à vivre dans des agglomérations de moins d'un demi-million d'habitants.

L'urbanisation est une dynamique hétérogène. Elle englobe autant l'étalement urbain pour des classes moyennes ou favorisées que l'augmentation de la densité dans des tours gigantesques ou le développement à d'immenses échelles de taudis insalubres.

Par ailleurs, les processus de fragmentation différent très fortement au sein des villes. Pauvreté et marginalité sont très visibles et choquantes au cœur des villes riches du nord. Pauvreté et inégalité sont tout aussi visibles mais profusément plus répandues dans les villes du sud. Le fossé séparant le monde développé du monde en développement reste, malgré d'incontestables améliorations, immense.

Rappeler que les défis liés à la pauvreté urbaine sont gigantesques est une sorte de leitmotiv des conclusions des sommets internationaux. Sur la période qui va de 2000 à 2030, la population urbaine des pays en développement devrait doubler. Pour s'assurer que ces personnes ne se retrouvent pas dans des taudis, il faudrait chaque semaine pendant ces trente années produire ce que l'on investit pour une nouvelle ville d'un million d'habitants. Ce type d'estimation imagée, mais fondée, ponctue les analyses et déclarations sur la pauvreté urbaine.

Le sujet des bidonvilles est à cet égard absolument fondamental. Les Nations Unies estiment déjà, avec des chiffres qui font frémir, que le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a dépassé un milliard en 2007³. Il pourrait atteindre 1,4 milliards en 2020, voire 2 en 2030. Dit autrement, un tiers des urbains vivraient dans un bidonville. En 2020 ce pourrait être le cas du quart des urbains. Cette perspective de « bidonvillisation » – qui n'est en rien une fatalité – est assurément un sujet majeur d'inquiétude pour l'avenir.

3. Ce chiffre d'un milliard, très discutable, est évoqué depuis le début des années 2000. Il a fait l'objet de reprises dans la presse un peu partout dans le monde. Pour un panorama journalistique très informé sur les situations nationales, voir Robert Neuwirth, *Shadow Cities. A Billion Squatters, A Urban New World*, Londres, Routledge, 2006.

Les deux faces de l'urbanisation

Si la vie urbaine est belle pour les urbains intégrés des quartiers aisés de métropoles opulentes, elle n'est pas aussi riche de qualité et d'espoir dans les ghettos et les bidonvilles. Pour les uns, se développent les aménagements techniques et les aménités urbaines. Pour les autres s'accumulent les tensions, les difficultés et les défaveurs. Très schématiquement, deux grilles de lecture émergent, spécifiant deux faces opposées de l'urbanisation.

La première souligne les avantages de la vie urbaine et de l'urbanisation. L'urbanisation est traditionnellement analysée comme conséquence de l'exode rural, résultant lui-même de l'industrialisation et de la modernisation. Augmentation des revenus et amélioration des conditions sanitaires accompagnent le mouvement. Les facteurs qui améliorent, pour tous, la qualité de vie sont plus répandus dans les villes que dans les campagnes. Les centres urbains procurent dans l'ensemble un meilleur accès aux services de santé, aux infrastructures, à l'information. Par ailleurs, les politiques publiques s'appliquent plus aisément en milieu urbain, avec des cibles plus larges, des économies d'échelle et une efficience accrue en ce qui concerne les transports, l'assainissement, l'adduction d'eau, la gestion des déchets, l'éducation.

Au total, comme disent les économistes, les externalités de la ville sont positives. Elles viennent compenser pollution, crimes, embouteillages, surpeuplement, visibilité de la misère, érosion des solidarités vicinales et ségrégations. Certes, la vie urbaine est synonyme d'interactions difficiles, d'anonymat matiné d'isolement, d'exaspérations mutuelles. Certes, la ville fait parfois peur, car productrice d'inégalités et d'insécurité. Cependant, l'organisation efficiente des politiques publiques peut permettre d'atteindre, en ville, cet optimum que Pareto décrivait : un équilibre d'améliorations pouvant bénéficier à diverses parties de la population sans léser qui que ce soit⁴.

Pour les optimistes, les avantages potentiels des villes excèdent largement leurs désavantages. Développement urbain est, à bien des égards, synonyme de développement humain. La thèse inverse peut néanmoins, avec des arguments solides, être très valablement soutenue.

Ce sont les pauvres qui alimenteront dans une très large mesure la croissance urbaine à venir. Un nombre extra-

4. Voir à ce titre l'excellent manuel d'économie urbaine de Brendan O'Flaherty, *City Economics*, Cambridge, Harvard University Press, 2005.

ordinairement élevé de pauvres est appelé dans les prochaines décennies à venir rejoindre les formes urbaines les plus disqualifiées et les plus étalées. Certains voient dans cette direction une catastrophe à venir. Décrivant, non sans fondement, l'étendue des problèmes et des calamités, ils en font une description apocalyptique⁵.

5. Voir les ouvrages du sociologue activiste américain Mike Davis, notamment *Le pire des mondes possible. De l'explosion urbaine au bidonville global*, La Découverte, 2006.

Il est incontestable que l'ampleur des problèmes urbains d'accès à l'eau, d'assainissement, d'énergie et de transport, est aujourd'hui inégalée. Et les difficultés pourraient s'accroître. Les inégalités intra-urbaines deviendraient de plus en plus visibles, opposant des populations riches protégées dans des résidences fermées à des populations pauvres, plus nombreuses, concentrées dans des ghettos centraux ou dispersées dans d'immenses bidonvilles. Les inégalités inter-urbaines, à l'échelle du monde, iraient également grandissant avec, d'une part, des populations déjà âgées et encore vieillissantes dans les villes du monde développé, et, d'autre part, des populations jeunes, très jeunes même, dans les villes en extension du monde en développement⁶. La combinaison de la jeunesse et de la pauvreté dopant la criminalité, la concentration croissante de l'humanité dans des grandes villes pourrait déboucher sur des conflits majeurs touchant des zones urbaines et des pays entiers.

6. Sur les inégalités urbaines mondiales, voir UN-HABITAT, *State of the World's Cities 2008/2009. Harmonious Cities*, Londres, Earthscan/UN-HABITAT, 2008.

L'image opposant un monde urbain riche, vieux et relativement pacifié, avec son urbanisation derrière lui et des villes parfois muséifiées, à un monde urbain pauvre, jeune et dangereux, confronté à l'explosion urbaine, a sa part de dimension caricaturale. Elle a également toute sa part de vérité.

L'urbanisation peut se révéler bienfait ou fléau selon l'affectation du pouvoir et des ressources. Une urbanisation bien gérée améliore sensiblement la croissance et la qualité de vie, pour tous. L'inverse est vrai. Mal gérée, l'urbanisation entrave non seulement le développement, mais elle favorise aussi l'essor des taudis, de la criminalité et de la pauvreté.

Cette tension entre les deux faces opposées de l'urbanisation se trouve probablement en arrière-plan des ambivalences des appréciations relatives à la ville. Celles-ci oscillent entre les deux pôles de l'utopie et de la science-fiction urbaines : la ville radieuse et la ville monstrueuse.

Une optique positive

Qu'attendre donc de l'urbanisation? Certains n'y voient actuellement que contraintes, développement anarchique, voire malédictions. D'autres y décèlent, d'abord, un potentiel d'amélioration de la situation de tous. On s'inscrira dans cette deuxième voie.

Pour soutenir cette option optimiste, on reprendra les travaux du sociologue néerlandais Abram de Swaan⁷ sur les liens entre pauvreté et urbanisation. Celui-ci, dans la lignée d'un Norbert Elias, s'intéresse à la « sociogénèse » des politiques publiques (c'est-à-dire à l'analyse de leur apparition).

De Swaan observe qu'au cours de l'urbanisation qui a lieu au XIX^e siècle, des millions d'individus affluent vers les villes européennes. Lorsque l'offre de travail est trop faible, ils viennent camper aux marges ou au sein de la ville, effrayant la population établie. La proximité de ces nouveaux habitants arrivés dans les villes, attirés par les lumières de la révolution industrielle, est une source de crainte et de contrariété pour les habitants installés.

Cette situation prit un visage obsédant, avec le retour du spectre des grandes épidémies, en particulier le choléra, « paradigme de l'interdépendance urbaine ». C'est la peur du choléra et du retour d'autres maux qui commande une réforme urbaine impérative. Pour combattre les risques de contagion généralisée, il était indispensable de mettre en œuvre des dispositions coercitives collectives dans les communautés locales.

Face aux risques d'épidémies, riches et pauvres qui, au début du XIX^e siècle, vivaient dans des villes homogènes en termes de répartition spatiale des catégories sociales, s'opposent. Les premiers accusaient les seconds d'être responsables des risques de maladie. Les seconds accusaient les premiers d'avoir créé ces maladies pour éradiquer les plus démunis. L'autorité centrale prit donc des dispositions pour imposer des « polices médicales » (ancêtres des inspections sanitaires et sociales) qui contraignaient riches et pauvres à accepter des directives d'hygiène publique. Ces mesures, impliquant une coopération obligatoire, eurent un impact fondamental sur la répartition des populations dans les villes. Les pauvres se retrouvèrent progressivement relégués dans des quartiers sinistrés après le départ des riches qui avaient décidé de quitter ces lieux dégradés pour des espaces urbains plus confortables en voie d'homogénéisation sociale.

7. Abram de Swaan, *Sous l'aile protectrice de l'État*, PUF, 1995 (1^{ère} éd., 1988).

Au cours du XIX^e siècle, toute une série de réseaux de service s'établissent. Ce sont, selon l'expression de de Swaan, les « systèmes artério-veineux » d'alimentation en eau et d'élimination des déchets. En l'espace d'un demi-siècle environ, une organisation très coûteuse et très efficace se développe, initialement sur une base privée et volontaire, puis sur le régime des services publics. Pour répondre à l'accroissement de la population et à la détérioration des conditions sanitaires urbaines qui en résultait, il a fallu étendre ces équipements et réseaux à tous.

Les réseaux servaient d'abord les plus fortunés. La ségrégation spatiale permettait leur construction dans des zones homogènes de souscripteurs privés. Les quartiers pauvres restaient en dehors des réseaux, mais leurs effets externes négatifs (risque de contagion en particulier) continuaient d'affecter les quartiers aisés. Cependant, à mesure du développement de la technique et du maillage des réseaux dans les quartiers riches, leur extension pouvait se faire à des coûts marginaux toujours plus faibles. Ces coûts furent considérés comme des frais supplémentaires légitimes, permettant d'éliminer les effets externes de la pauvreté. Par la suite, les autorités municipales purent rendre obligatoires les connexions.

De ces arrangements, devenus nationaux, collectifs et obligatoires, dans les domaines de la sécurité et de la santé, est né, au fil du XIX^e et du XX^e siècle, l'État-providence. Il s'est établi à partir de la volonté des riches de pallier et de contrôler les externalités négatives de la pauvreté. Les systèmes artério-veineux d'égout et d'alimentation en eau protègent les habitants les uns des autres, en renfermant la vie privée dans un cadre domestique, tout en rattachant chacun au grand réseau de services urbains.

La leçon de cette analyse et la perspective explicitement ouverte par de Swaan résident dans la capacité des hommes à coopérer sur des échelles toujours plus importantes⁸. Sans être véritablement mus d'emblée par des soucis moraux, les aisés se préoccupent davantage des défavorisés, par intérêt bien compris. Ce fut le cas aux échelles locale, régionale et nationale. C'est aujourd'hui le cas à l'échelle mondiale⁹. Emportés par ce que de Swaan désigne comme une « conscience sociale » et par leurs intérêts bien compris, les pays riches investissent techniquement et financièrement pour le développement. *Mutatis mutandis*, ce qui s'est déroulé

8. Pour une présentation de l'analyse de de Swaan à partir de la question de la gestion locale du vagabondage, débouchant progressivement sur la mise en place des États modernes, voir Julien Damon, *La Question SDF. Critique d'une action publique*, PUF, 2002.

9. Sur un plan épidémiologique, l'effacement des frontières est maintenant évident pour la sécurité sanitaire. Aussi, dans une formule claire, un expert des politiques de santé souligne-t-il, « alors, que l'on soit altruiste ou égoïste, il faut choisir d'être solidaire ». Voir Didier Tabuteau, *2025 : l'Odyssée de la Sécu*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2008.

pour l'établissement de connexions aux réseaux artérioveineux urbains et pour la construction des États-providence se déroule à un échelon transnational.

Ne sombrons pas dans l'angélisme. Naturellement, cette dynamique mondiale, comme les dynamiques nationales antécédentes, ne va pas sans heurts. Les barrières sont, en outre, d'un ordre supérieur. Pour autant, la perspective optimiste, au moins sur le plan de l'analyse, est satisfaisante. Appuyée sur les données d'évolution plutôt favorables, elle s'oppose à des visions par trop apocalyptiques qui appellent à des révolutions nécessairement violentes. L'idée-force est d'envisager l'urbanisation comme irréversible et potentiellement positive. Les villes sont vues, dans cette optique, comme les moteurs de la croissance dans tous les pays. Cette croissance permet aux pauvres de voir s'améliorer leurs conditions de vie. À rebours des thèses qui font de la ville un repoussoir, nombre d'observateurs soulignent maintenant ses avantages en termes de préservation de l'espace et de l'énergie, d'accès à l'éducation, à l'émancipation et aux services¹⁰.

Le changement de regard sur ces questions est assez récent. L'urbanisation était d'abord observée avec hostilité. Les politiques locales et les agences internationales cherchaient assez souvent à en freiner le mouvement. Il est désormais établi que pour briser le cycle de la pauvreté et s'inscrire réellement dans une optique de développement, il faut soutenir et accompagner des politiques favorables à la croissance urbaine¹¹.

Une urbanisation favorable à l'environnement ?

Les villes étaient dépendantes de leur environnement. C'est désormais l'environnement qui dépend des villes¹². La formule, en deux phrases, est bien plus qu'un slogan. Elle ressort comme l'une des principales conclusions des analyses urbaines contemporaines. Celles-ci traitent, de plus en plus souvent, de nature, d'écologie et de développement durable. La nature a, historiquement, toujours été à la fois une ressource et une menace, poussant les populations à s'agglomérer en ville. Elle est aujourd'hui menacée, et menaçante sous de nouvelles formes, ce qui conduit à faire évoluer les cadres et modes de vie urbains.

10. George Martine, Gordon McGranahan, Mark Montgomery, Rogelio Frenandez-Castilla (dir.), *The New Global Frontier. Urbanization, Poverty and Environment in the 21st Century*, Londres, Earthscan, 2008.

11. Sur les villes comme « catalyseurs » historiques du développement et du progrès, sur la densification des établissements humains en perspective positive, voir le Rapport 2009 sur le développement dans le monde, Banque mondiale, *Repenser la géographie économique*, Washington, Banque mondiale/de Boeck, 2008.

12. On synthétise et reprend ici des développements contenus dans Julien Damon (dir.), *Villes à vivre*, Odile Jacob, 2011.

13. Voir le programme interdisciplinaire de recherche « Ville et Environnement » (PIRVE) du CNRS (www.pirve.fr), et l'ouvrage préfigurant ses travaux : Olivier Coutard, Jean-Pierre Lévy (dir.), *Écologies urbaines*, Anthropos, 2010.

14. Sur les données, leurs qualités, mais aussi sur tout le dossier « ville et environnement », voir l'ouvrage de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), *Villes. Changer de trajectoire*, Presses de SciencesPo, coll. « Regards sur la terre », 2010.

Le couple ville et environnement est érigé maintenant en domaine de recherche scientifique, mêlant les disciplines des sciences de l'homme et de la nature (de la sociologie à l'hydrologie, en passant par l'économie, l'informatique, l'aménagement et l'écologie)¹³. Comme la ville, dont les frontières sont physiquement et statistiquement à géométrie variable, l'environnement est à dimensions changeantes, allant de la proximité la plus immédiate au globe dans sa totalité, et des préoccupations, notamment sanitaires, les plus locales aux soucis et tracasseries planétaires. Traiter de ville et d'environnement renouvelle la question éternelle des échelles, car il s'agit de répondre à des enjeux à la fois locaux et globaux. Cette approche dite « globale » est un impératif systématiquement répété mais difficile à incarner car elle commande des régulations internationales.

La ville est un milieu de vie, façonné par les usages humains des milieux naturels et des milieux construits. C'est un territoire singulier, qui ne représente qu'une infime partie de la planète, avec des espaces, des aménagements, des ambiances et des climats particuliers.

Si les villes, ou plutôt les régions urbaines, rassemblent la moitié des habitants de la planète, elles concentrent également deux tiers de la consommation mondiale d'énergie et près des trois quarts des émissions de gaz à effet de serre. Là aussi les données peuvent être discutées¹⁴. Selon que l'on inclut ou non les conséquences indirectes de l'urbanisation, la part des villes dans la production de l'effet de serre et dans la consommation des énergies fossiles peut varier de 40 à 80 %.

Cette agglomération des populations et cette concentration des consommations potentiellement dommageables pour l'environnement ne relèvent aucunement d'une « pathologie » urbaine. C'est dans la dynamique des villes de toujours davantage attirer les populations et de regrouper bâtiments et déplacements, gourmands en matériaux et fluides. Les villes, naturellement pourrait-on dire, consomment de l'espace, de l'énergie et des ressources. Elles produisent et rejettent, par leur développement et leur étalement, des déchets, de la pollution, des nuisances de toute nature.

Le changement climatique et les préoccupations environnementales nourrissent la chronique, et parfois la polémique. Les sommets et conférences (à différentes échelles et de différents niveaux) se suivent. Les agences (internatio-

nales, régionales, locales) se multiplient. Les annonces d'objectifs quantifiés ambitieux, mais reposant sur des engagements non contraignants, se bousculent. La normalisation progresse, notamment pour ce qui relève de la construction et des circulations. Personne ne nie la place et le rôle des villes en tant qu'épicentres des problèmes et des solutions. Les villes se trouvent au cœur des changements climatiques, et au cœur d'une nouvelle vague de mondialisation qui s'appuie sur l'archipel de réseaux, de complémentarités et de concurrences qu'elles constituent et qu'elles alimentent.

Longtemps la ville, à plus forte raison si elle est grande, a été vue, sinon vécue, comme un problème. Elle est maintenant souvent érigée en solution, en bonne place d'une transition potentielle des modes de vie et des infrastructures vers des sociétés post-carbones ou « décarbonées ». Sur le plan de la durabilité, il ne s'agit plus seulement, pour les villes, de défier le temps, mais de satisfaire à de nouvelles exigences issues des défis environnementaux.

Ville et nature, qui ont été amplement opposées, seraient désormais réconciliées, au moins dans les analyses et les prescriptions. D'un point de vue rhétorique, et selon des formulations un rien pompeuses, l'écologie urbaine a été, un temps, décrite comme un oxymore pour être maintenant considérée comme une quasi-tautologie ou un pléonasma. Tout le vocabulaire du développement durable et de l'écologie urbaine est passé de la poésie, de la science et de la dispute spécialisée, au droit, à la technocratie et au vocabulaire courant.

Les institutions internationales, jusqu'à récemment plutôt réservées à l'égard du développement urbain, insistent aujourd'hui sur le caractère potentiellement positif de l'urbanisation, tout comme sur la nécessité de voir beaucoup évoluer les pratiques et politiques urbaines¹⁵. La ville n'est donc plus toisée comme un parasite pour la nature. La question urbaine n'est plus l'opposée de la question écologique. L'environnement est tout autant une ressource (dont on craint l'épuisement, et qu'il faut donc protéger) qu'une menace (dont on craint les agressions, et dont il faut se protéger). Le point central est que la ville peut être un gisement (au moins d'innovations) pour l'environnement. C'est, en quelque sorte, une nouvelle symbiose entre ville et environnement qui se cherche.

15. Pour un panorama des expertises, des analyses et des données, voir, de la Banque mondiale, le Rapport sur le développement dans le monde 2010, *Développement et changement climatique*, Washington, Banque mondiale, 2010. Voir, aussi, le rapport de UN-Habitat, *State of the World's Cities 2010/2011*, Nairobi, UN-Habitat, 2008. Voir, enfin, les travaux de l'OCDE, « Competitive Cities and Climate Change », *OECD Regional Development Working Papers*, n° 2, 2009, et « Cities, Climate Change and Multilevel Governance », *OECD Environmental Working Papers*, n° 14, 2009.

16. Anthony Giddens, *The Politics of Climate Change*, Cambridge, Polity, 2009.

Les enjeux sont, on le sait, considérables. Il en va de risques systémiques, de l'éventuelle irréversibilité des dynamiques, de l'avenir de l'humanité. L'objectif est certes de sauver la planète menacée, mais il est surtout de préserver, voire d'améliorer les modes de vie humains¹⁶. Transcendant les clivages politiques, dans une civilisation véritablement globale, la problématique environnementale est intrinsèquement liée aux évolutions de l'urbanisation car, précisément, les modes de vie humains sont toujours davantage urbains.

JULIEN DAMON